

(MARS 2010 – SEPTEMBRE 2010)

**LE PRÉSENT RAPPORT VISE A DÉCRIRE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET
PAR RAPPORT AUX REPÈRES FIXÉS ET AUX OBJECTIFS PLUS LARGES
DU PROJET. IL DOIT DÉCRIRE CLAIREMENT LES PROGRÈS
ACCOMPLIS EN MONTRANT QUE LES REPÈRES ONT
À CE STADE ÉTÉ ATTEINTS.**

INTITULÉ DU PROJET	PROJET STDF 127 : Appui aux Systèmes d'Informations sur les Mesures Sanitaires et Phytosanitaires au Bénin		
AGENT D'EXÉCUTION	FAO	RESPONSABLES DE LA SUPERVISION DU PROJET	Falilou Akadiri (FRBEN) Catherine Bessy (AGNDC)
DESCRIPTION DU PROJET ¹ [Décrire en 4 à 7 lignes les objectifs/ le champ d'application du projet]	<p>Les résultats attendus du projet sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La création d'un cadre national ouvert à une large participation pour la diffusion d'informations relatives aux mesures SPS impliquant les secteurs public et privé; ▪ L'amélioration de l'accès à l'information sur les mesures SPS, en particulier à l'information en ligne, en mettant à profit les outils existants (par exemple www.economiebenin.org); ▪ Le renforcement des capacités pour améliorer la participation nationale aux travaux de l'OIE, la CIPV, le Codex Alimentarius; ▪ La formation pour améliorer l'élaboration et la gestion des notifications SPS entrantes et sortantes ▪ L'amélioration des compétences dans le domaine de la documentation et de la recherche d'informations en rapport avec les mesures SPS; ▪ L'analyse de la situation en matière de gestion des crises sanitaires et phytosanitaires et la formulation de recommandations relatives à une structure et à des procédures nationales de gestion des crises. 		
DATE DE DÉMARRAGE DU PROJET	1 Mars 2009	DATE D'ACHÈVEMENT DU PROJET	28 Février 2011

Aperçu du budget:

	Contribution du FANDC (\$EU)	Contribution d'autres donateurs (\$EU), selon les accords de cofinancement	Contribution en nature (\$EU)	Total (\$EU)	Pourcentage du coût total du projet

¹ Cette rubrique n'est pas censée changer d'une période visée à l'autre, sauf si une modification des objectifs ou du champ d'application du projet est approuvée par le Secrétaire du FANDC.

	Contribution du FANDC (\$EU)	Contribution d'autres donateurs (\$EU), selon les accords de cofinancement	Contribution en nature (\$EU)	Total (\$EU)	Pourcentage du coût total du projet
Montant total du budget prévu (\$EU)	402.965			402.965	100
Montant total des dépenses à ce jour (\$EU)	248197			248197	61,59
Montant des dépenses pour la période considérée (\$EU)	99115			99115	24,59
Fonds non dépensés (\$EU)	154768			154768	38,41

RAPPORT GÉNÉRAL**A. PROGRÈS GÉNÉRAUX ACCOMPLIS DE MARS 2010 À CE JOUR:**

[Décrire en 4 à 7 lignes, en des termes généraux, les travaux réalisés à ce jour dans le cadre du projet, puis indiquer en quelques lignes l'impact (quantitatif ou qualitatif) des activités mises en œuvre.]

Les activités techniques du projet STDF 127 entreprises dans la période mars 2010 – septembre 2010 concernent :

- les deux missions du consultant international sur les mesures et notifications SPS/ commerce des aliments : préparation de la mission, organisation de séances de travail avec l'expert international de la FAO, échanges sur les stratégies à mettre en place pour mieux impliquer les acteurs concernés par les notifications, atelier sur le modèle révisé de gestion des notifications SPS, atelier sur l'élaboration des notifications, séance de travail avec le comité national d'animation du PNI (Point National d'Information) sur les SPS, organisation de l'atelier sur la traçabilité et séance de travail sur le dossier éthéphon
- -la première des deux missions de la consultante internationale en gestion des crises/urgences sanitaire : rencontre des parties prenantes, identification des mesures à prendre pour la création d'un cadre de gestion des crises, diffusion et discussion des recommandations de l'expert, préparation de l'atelier de validation de ce cadre et formation à la gestion des crises.
- -la poursuite de la collecte des informations notamment les textes législatifs et réglementaires dans le domaine des mesures SPS et publication sur le site internet economiebenin.org ; réalisation du dépliant sur les notifications sur les mesures sanitaires et phytosanitaires ; mise en ligne des textes laissés par le PASP (Projet d'appui au secteur privé)
- -l'organisation de la première réunion du Comité National du Codex Alimentarius

Impact :

- meilleure visibilité du projet STDF 127
- prise de conscience de l'importance des notifications SPS pour le Bénin,
- amélioration de la concertation au sein du Comité National du Codex (CNCA) pour la participation aux réunions internationales
- création d'un cadre d'échanges entre le secteur public, privé et la société civile,
- meilleure maîtrise du processus d'arrivée et de transmission des notifications SPS, meilleure compréhension par le secteur privé béninois de la mise en œuvre des mesures sanitaires et phytosanitaires par l'administration.
- intéressement aux mesures SPS par le secteur privé
- Meilleure fédération par la coordination des directions techniques impliquées dans la gestion des informations sur les mesures SPS
- prise de conscience de la nécessité d'un cadre formel et connu de tous pour préparer la gestion des crises SPS lorsqu'elles surviennent.

Décrivez les activités du projet les derniers six mois ainsi que les résultats préliminaires**1) Activités relatives à la mission de l'expert sur le commerce des aliments/les notifications SPS :**

- la préparation et l'organisation de la mission de l'expert international de la FAO, Monsieur Mohamed AMASKANE (amendement des termes de référence, élaboration de calendrier, implication des membres du Comité Directeur National (CDN))
- l'assistance à l'expert pour les visites des structures et personnalités programmées (laboratoire central, Directeur de Cabinet du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP) directions techniques etc).

- Rapport de l'expert reçu et approuvé : importants constats sur les textes et propositions d'améliorations (voir rapport pour plus de détails)
- Echanges sur les recommandations de l'expert et début de mise en œuvre : Explications sur les possibilités de traduction en ligne des notifications non fournies en français.
- Echanges sur la mise en place de l'ACSSA (Agence de contrôle et de sécurité sanitaire des aliments) et exploration des différentes options quant à l'intégration des outils du projet dans un paysage institutionnel en modification.
- Evaluation du système de gestion des notifications (flux des informations) et proposition d'un modèle révisé à cette fin. Organisation de deux ateliers 1) sur le modèle révisé de gestion des notifications SPS, 2) sur l'élaboration des notifications :
- Organisation d'une séance de travail avec le comité national du PNI sur les mesures SPS (élargi à la DGCE (Direction Générale du Commerce Extérieur), ANN (autorité nationale pour les notifications) pour la proposition d'un avant projet d'arrêté sur le futur comité SPS

Organisation de séances de travail animées par l'expert avec les sous comités créés sur : 1) les notifications SPS (élaboration et transmission de deux notifications par la DAGRI (Direction de l'agriculture) (endosulfan) et la DE (Direction de l'élevage) (levée de l'interdiction temporaire d'importation de volailles suite à la grippe aviaire) ; 2) le dossier éthéphon, avec les parties concernées impliquées (résidus dans les ananas produits dans les départements de l'Atlantique / Littoral, Ouémé / Plateau, Zou / Collines et Mono / Couffo), Organisation d'un atelier sur la traçabilité à la demande du secteur privé pour mieux comprendre les outils disponibles pour la mise en place d'une traçabilité des produits au Bénin, les textes internationaux en vigueur etc.

- Partage des documents remis pas l'expert avec les structures impliquées

2) Activités relatives à la mission de l'expert sur la gestion des crises sanitaires et phytosanitaires au Bénin/systèmes d'alerte rapide

- la préparation et l'organisation de la mission de l'expert international de la FAO, Dr Sylvie Miallet (amendement des termes de référence, élaboration de calendrier, implication des membres du CDN)
- l'assistance à l'expert pour les visites des structures et personnalités programmées -
- Analyse de la situation nationale et formulation de recommandations pour la mise en place d'un cadre de gestion des crises
- Diffusion par la coordination nationale des recommandations et discussion de ces recommandations préliminaires par les parties prenantes concernées.
- Préparation de la seconde mission de l'experte pour discuter et valider les recommandations au cours d'un atelier ainsi que d'une formation sur les modalités de gestion et de communication au cours des crises.

3) Activités d'animation par la coordination nationale autour des thématiques SPS et connexes

- Insertion des informations sur le site internet (diverses informations d'ordre économique et sur la fiscalité, message sur la présentation du projet aux membres de la Commission Inter Institutionnelle de l'OMC, documents, textes législatifs et réglementaires sur les mesures SPS collectés et classement de ces textes, liste complète des normes béninoises collectées auprès du CEBENOR (Centre béninois de normalisation), des messages succincts pour rendre compte des différents réunions et ateliers organisés, des informations et textes d'ordre économique,).
- Mise en ligne des textes béninois dans les domaines du commerce, de l'industrie et des services laissés par le PASP (articulation avec le projet financé par l'Union Européenne qui avait précédé le projet STDF 127).
- Sensibilisation et responsabilisation de tous les acteurs impliqués : réception et transmission régulière de notifications, organisations de réunions sur les notifications, diffusion de l'arrêté 2009-N°447/MAEP/MEPN/MC/DC/SGM/SA du 05 novembre 2009 portant interdiction de

l'importation, de la distribution et de l'utilisation de l'endosulfan, demande d'information sur les entreprises avec lesquelles les directions techniques travaillent, pour amélioration de la sensibilisation du secteur privé sur le rôle qu'il doit jouer dans l'utilisation des notifications et le suivi avec l'administration. Echanges sur les stratégies à mettre en place pour mieux impliquer les acteurs concernés par les notifications

- Réalisation du dépliant en collaboration avec la DAGRI/ Point Focal des notifications SPS .
- Participation à un atelier animé par un expert de l'OMC organisé par la DGCE sur la diffusion des notifications venant de l'OMC (tous secteurs confondus) et présentation du projet STDF 127 et de l'état des notifications SPS au Bénin aux membres de la CII de l'OMC par la coordination sur demande de la DGCE.(Mise à disposition des membres de la CII des informations sur l'état des lieux sur les notifications SPS en République du Bénin, le traitement fait des notifications SPS avant le projet et les activités réalisées sur les notifications dans le cadre du projet).
- Prise de contact avec le PIP (projet initiative pesticides) phase 2 en vue de la signature d'un protocole d'accord pour la mise à disposition du projet des itinéraires techniques et législations de l'UE sur les produits agricoles prioritaires identifiés par le Bénin
- Prise de contact avec le programme EDES de l'UE spécialisé dans l'assistance technique aux pays ACP pour la mise à niveau de leurs filières végétales et animales

4) Organisation de la première réunion du Comité National du Codex Alimentarius en juin 2010.

Le secrétariat du CNCA- Bénin a fait le point des résultats de la participation du Bénin aux réunions ayant eu lieu au niveau international et national sur les 6 derniers mois et préparé la participation du Bénin à la prochaine Commission du Codex Alimentarius à Genève en juillet 2010.

B. ACTIVITÉS MISES EN ŒUVRE PENDANT LA PÉRIODE CONSIDÉRÉE:

[Énumérer sous forme de liste les éléments qui ont été achevés² pendant la période visée ainsi que l'impact (quantitatif ou qualitatif) des activités mises en œuvre.]

Activités	Achevé	Impact
1 ^{ère} Mission de l'expert sur le commerce des aliments/les notifications SPS :	avril 2010	meilleure connaissance des acteurs intervenant dans la diffusion des notifications meilleure connaissance des faiblesses du cadre actuel propositions d'améliorations recommandations concrètes par rapport à la publication des textes, la nature (précision, complets, non contradictoires...)
2 ^{ème} mission de l'expert sur le commerce des aliments/les notifications SPS	juin 2010	accord validé sur le cadre rénové de diffusion des notifications avant projet d'arrêté pour le comité d'animation du PNI sur

² Si ce repère n'a pas été atteint ou ne l'a été que partiellement, veuillez en donner les raisons en quelques mots.

		<p>les SPS et dynamisation de ce comité (intégration de l'ANN dans le comité)</p> <p>dialogue amélioré entre le PNI et l'ANN et meilleure collaboration pour la gestion des notifications</p> <p>travaux sur le dossier éthéphon</p> <p>disponibilité de notifications traduites en français (traductions non officielles)</p> <p>secteur privé et autres parties prenantes mieux informés sur les notions à maîtriser relatives à la traçabilité dans les filières végétales et animales</p>
Première mission de l'expert sur la gestion des crises sanitaires et phytosanitaires au Bénin/systèmes d'alerte rapide	août 2010	<p>meilleure connaissance des acteurs intervenant dans la gestion des crises</p> <p>meilleure connaissance des faiblesses du cadre actuel</p> <p>propositions d'améliorations et recommandations concrètes</p>
Préparation de la seconde mission de l'expert sur la gestion des crises sanitaires et phytosanitaires au Bénin/systèmes d'alerte rapide	Septembre 2010	meilleure participation des parties prenantes nationales lors de la seconde mission qui aura lieu fin septembre
Exploitation du questionnaire sur les besoins d'informations des membres par rapport aux mesures SPS	achevé, mais faible taux de réponse des structures	Meilleur ciblage du contenu des formations sur les notifications et le système d'information
Poursuite de l'insertion des informations sur le site internet	Action continue tout au long du projet.	<p>Meilleure diffusion des informations sur les mesures SPS</p> <p>Accès simple aux informations SPS</p>
Transmission régulière aux membres des notifications reçues de la Direction de l'Agriculture en provenance de l'OMC	Action continue tout au long du projet.	<p>Meilleure diffusion des informations sur les notifications</p> <p>Amélioration de la capacité de réponse du Bénin aux notifications, ainsi que de production de notifications</p> <p>Création d'un cadre d'échanges sur les notifications en impliquant le secteur public, le secteur privé et la société civile.</p> <p>Mise en place de 4 sous comités</p>

		techniques pour gérer et disputer les notifications.
Réalisation de projets de dépliant et de budget en collaboration avec la DAGRI/ Point Focal des notifications .	Dépliant imprimé et distribué.	Un cadre d'échange dynamique entre la DAGRI et le projet. La pérennisation des activités de la DAGRI en tant que point de notification améliorée.
Diffusion des informations sur les mesures SPS par message électronique à près de 500 personnes.	Action continue tout au long du projet.	Meilleure diffusion des informations SPS
Copie et mise à disposition de DVD sur les textes du PASP et transmissions de certains textes spécifiques sur demande à plusieurs personnes et structures (Personnel des Ministères, secteur privé, CCIB, étudiants, Journal Officiel, partenaires commerciaux de l'étranger) ayant sollicité le projet par message électronique ou par contact physique.	Action continue tout au long du projet.	Pérennisation des acquis de projets précédents (tel que PASP) en lien avec la mission du STDF 127. Meilleure diffusion des informations SPS
participation à l'atelier OMC sur les notifications (en général)	juin 2010	Meilleure intégration des problématiques SPS avec les autres thématiques relevant des accords de l'OMC Meilleure compréhension par la DGCE de son rôle d'ANN pour les SPS et autres accords
Appui à l'organisation par la DANA d'une réunion du Comité national Codex afin de faire le point sur les résultats de la participation du Bénin aux réunions des comités Codex et préparer la position béninoise à la CAC.	Juin 2010	- meilleur partage de l'information entre les membres du CNCA - participation plus transparente aux réunions internationales - élaboration de positions concertées pour la CAC

C. ACTIVITÉS RESTANTES POUR LA PÉRIODE SUIVANTE ET AU-DELÀ:

[Décrire en 4 à 7 lignes, en des termes généraux, le travail qu'il reste à accomplir dans le cadre du projet après la période en cours.]

- Poursuivre le travail sur les systèmes d'information, développement et animation des sites internet, raccordement et utilisation du système d'information (portail IPFSAPH), formation à l'utilisation du portail. Opérationnalisation des centres de documentation.
- Valider les recommandations et propositions d'amélioration du système pour l'alerte rapide et la gestion des crises ; et former les parties prenantes au nouveau cadre mis en place pour gérer les crises et les urgences sanitaires et phytosanitaires.
- Organiser une réunion du Comité National Codex Alimentarius
- Actions de lobbying auprès des pouvoirs politiques pour renforcer la capacité des services techniques publics à effectuer efficacement leur missions.
- Actions de communication et information des parties prenantes

D. AUTRES OBSERVATIONS:

[Donner en 4 à 7 lignes tous renseignements intéressant le projet y compris, mais pas uniquement, les éventuelles difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du projet à ce jour ou toute difficulté prévue pour la période suivante.]

- Problème récurrent de connexion à l'internet, ce qui ralentit les activités du projet dans ce domaine et rend la distribution des documents plus longue et onéreuse et représente une charge de travail supplémentaire pour la coordination. Problème en partie lié à la connexion nationale par fibre optique, et en partie à cause du réseau de cablage dans le quartier où est localisé la CCIB.
- irrégularité de la disponibilité de la contrepartie nationale (chauffeur, véhicule, matériel de bureau, personnel de secrétariat, carburant) pénalisant en particulier les déplacements liés aux activités du projet ; résolu temporairement par la mise à disposition des ressources de la CCIB et personnelles de la coordination.
- -le budget du projet n'inclut pas la prise en compte des frais liés aux activités techniques sur les notifications au sein des sous comités. Or, il est important que les sous comités créés fonctionnent, ce qui est pour l' instant difficile à assurer sur les ressources propres des directions techniques. Le volet communication est également sous budgété.

Résultat attendu/Tableau d'objectifs

Identification de la rubrique	Description de la rubrique	Date (objectif)	Date (réelle ou prévue)	État d'avancement (% accompli)	Observations
1	Signature du projet, démarrage effectif des activités	Juin 2008	Mars 2009	Accompli	Retard significatif entre signature et démarrage effectif pour cause de mobilisation des différentes ressources matérielles et techniques et en particulier de la contribution nationale. La révision budgétaire signée en septembre 2009 a pris acte du décalage de calendrier.
2- Produit 1	Activité 1.1 ident. des flux et gestion infos SPS	Mars- Mai 2010	mars- avril 2010	accompli	Mission du consultant effectuée dans les temps (voir point 4.1 et 4.2).
	Activité 1.2 : atelier de validation	Mai 2010	juin 2010	accompli	
	Activité 1.3 : atelier de fin de projet	Février 2011			Date de fin de projet décalée suite à la révision budgétaire pour ajuster par rapport au démarrage effectif du projet.
3- Produit 2	Activité 2.1 : collecte et numérisation des infos SPS	Continu		en cours (75%)	Tout au long du projet, base de données en constant enrichissement
	Activité 2.2 : mécanismes pour actualisation des infos	Mars 2009 à décembre 2010		en cours (60%)	Missions du consultant international en systèmes d'informations en cours, travail en lien avec le système IPFSAPH au niveau international.

Identification de la rubrique	Description de la rubrique	Date (objectif)	Date (réelle ou prévue)	État d'avancement (% accompli)	Observations
	Activité 2.3 : cataloguage infos 2.1			intégrée dans l'activité ci dessus	Changement de stratégie technique : pas de développement du système local compte tenu des contraintes techniques et de maintenance, mais meilleur raccordement au système international.
	Activité 2.4 : analyse faisabilité vente en ligne normes CEBENOR	mars 2009	mars 2009	Réalisé	Etude réalisée par le consultant international en systèmes d'informations. Conclusions plutôt négatives (pas de système de paiement en ligne disponible au niveau du Bénin) – approches de solutions alternatives proposées pour choix et mise en œuvre par le CEBENOR
	Activité 2.5 : interoperabilité systèmes IPFSAPH et sites internets			en cours (60%)	voir activité 2.2 : activités fusionnées pour motifs techniques.
	Activité 2.6 : publication d'infos SPS sur site internet	Tout au long du projet		en cours (50%)	Architecture du site élaborée, ressources d'infos déjà identifiées, informations intégrées à compléter tout au long de la vie du projet
	Activité 2.7 : créations de liens entre sites internets	Octobre 2009		Réalisé ; site en constante amélioration	Appui au Comité National Codex pour créer son propre site : pages web élaborées. Hébergement temporaire en discussion.

Identification de la rubrique	Description de la rubrique	Date (objectif)	Date (réelle ou prévue)	État d'avancement (% accompli)	Observations
	Activité 2.8 : mise en service et promotion des fonctions améliorées du site economiebenin.org	Octobre 2009		Réalisé ; site en constant enrichissement et amélioration	
4- Produit 3	Activité 3.1 : amélioration de la participation du Bénin au Codex, via un meilleur fonctionnement du CNC : - analyse forces et faiblesses - atelier - voyage d'étude - sensibilisation role du CNC (page web CNC)	Juillet et Novembre 2009 (voyage d'études)	Juillet et novembre 2009	Réalisé ; suivi utile	Activités spécifiques exécutées, mais suivi à donner tout au long du projet par la coordination nationale pour la mise en œuvre du plan d'action, la publication du décret, la préparation des positions nationales, la participation aux réunions (organisation d'un atelier spécifique).
	Activité 3.2 : formation Codex, trois sœurs, SPS	Juillet 2009	Juillet 2009	réalisé (100%)	à consolider par la pratique (voir ci-dessus)
	Activité 3.3 : atelier sur l'élaboration de positions nationale	Juillet 2009	Juillet 2009	réalisé (100%)	Suivre la mise en œuvre des recommandations de l' atelier.
5- Produit 4	Activité 4.1 : def de procédures pour le point de notification	Mars- Mai 2010	mars/avril 2010	réalisé (100%)	suite à l'analyse des flux (1.1)
	Activité 4.2 : formation aux procédures de notification	Mars – Mai 2010	juin 2010	réalisé (100%)	suite à l' analyse des flux (1.1)
6- Produit 5	Activité 5.1 : formation dans les centres de documentation	septembre - décembre 2010		à venir	localisation définitive des centres de documentation à convenir par la CCIB et le projet

Identification de la rubrique	Description de la rubrique	Date (objectif)	Date (réelle ou prévue)	État d'avancement (% accompli)	Observations
	Activité 5.2 : abonnement à AGORA	septembre - décembre 2010		à venir dès que centres identifiés précisément par la CCIB et le projet	
	Activité 5.3 : création des centres de documentation de CCIB	septembre - décembre 2010		à venir (voir ci-dessus)	
	Activité 5.4 : plaquettes et fascicules d'information	continu		en cours (75%)	selon les thèmes identifiés tout au long du projet
7- Produit 6	Activité 6.1 : analyse de situation systèmes de gestion des crises	Juin-Juillet 2010	août 2010	réalisé (100%)	
	Activité 6.2 : définition d'un système de gestion des crises	Septembre /Octobre 2010			suite à l'activité 6.1
	Activité 6.3 : atelier régional gestion des crises			annulé dans la révision budgétaire	Possibilité de demander un projet régional au STDF pour exécuter cette activité avec les pays de l'UEMOA
8	Conclusion du projet	Février 2010			
9	Évaluation externe du projet				Après conclusion du projet

Objectif. Les renseignements suivants n'ont pas à être fournis si un objectif a été réalisé et que les renseignements ont été transmis dans un précédent rapport de projet. Si un objectif n'a pas été atteint ou risque de ne pas l'être dans les délais, indiquer:

- A) les conséquences probables pour le projet;
- B) les raisons du retard;
- C) les mesures correctives qu'il est prévu de prendre le cas échéant.

Identification de la rubrique	Notes relatives au retard par rapport à l'objectif
-------------------------------	--

1	Retard importants au démarrage du projet : identification de la coordination nationale, constitution de l'équipe nationale, mise à disposition de la contribution nationale (toujours irrégulière par ailleurs). Retards pris en compte dans la révision budgétaire de septembre 2009 (recadrage des dates effectives de démarrage en mars 2009 et fin de projet attendue en février 2011). Depuis le démarrage effectif du projet les activités se déroulent sans retard additionnel. Il est actuellement exactement à mi parcours dans son calendrier effectif et dans la réalisation des activités prévues.
2	A) B) C)
3	A) B) C)

État financier à mi-projet ou à la fin du projet

L'état financier périodique vise à mesurer et surveiller les "dépenses initiales inscrites au budget" par rapport aux "dépenses effectives". Veuillez fournir un état financier des dépenses pour la période en cours ainsi que le montant total des dépenses à ce jour. L'état financier doit être établi par rapport au budget initial du projet et énumérer les dépenses effectives par rapport aux dépenses prévues (et indiquer le solde reporté³) rubrique par rubrique.

LIGNE	DESCRIPTION	BUDGET	DEP + ENG	SOLDE/(DEP+ ENG
5,013	Consultants	123,760	98,431	25,329
5,543	Consultants nationaux	45,280	35,700	9,580
5,542	Consultants internationaux	44,400	30,007	14,393
5,526	others hum ress	34,080	32,724	1,356
5,014	Contracts	12,753	12,753	0
5,021	Travel	68,587	50,315	18,272
5,661	Duty Travel	6,000	2,065	3,935
5,684	Consult internationaux	33,887	34,909	-1,022
5,698	voyage hors personnel	28,700	13,342	15,358
5,023	Training	75,300	17,951	57,349
5,920	Formation	75,300	17,951	57,349
5,024	Expendable Equipment	23,250	4,090	19,160

³ Les fonds non dépensés qui représentent plus de 25 pour cent des fonds engagés pour une période donnée ne pourraient être reportés sur l'exercice suivant qu'avec l'autorisation du Secrétaire du FANDC. Les fonds non dépensés qui représentent moins de 25 pour cent des fonds engagés seront automatiquement reportés.

5,924	Others expendable equipment	23,250	4,090	19,160
5,025	Non Expendable equipment	26,730	25,090	1,640
6,012	others non expendable	26,730	25,090	1,640
5,027	Technical Support Service	5,800	0	5,800
6,111	couts de rapport	5,800	0	5,800
5,028	Dépenses générales de fonctionnement	23,640	21,030	2,610
6,152	Miscellaneous	23,640	21,030	2,610
5,029	Supports costs	43,175	18,209	24,966
6,118	direct operating cost	43,175	18,209	24,966
5,040	General operating expenses	0	308	-308
6,301	Office Supplies	0	308	-308
	Grand total	402,965	248,197	154,768